

Coronavirus: Le gouvernement interpellé sur les migrants

25.03.2020 | Coronavirus: Le gouvernement interpellé sur les migrants

Cette communauté n'a pas accès aux informations précises sur les mesures prises

Appel à inclure les migrants dans les mesures destinées aux travailleurs informels

Faute de prise en charge, ceux logés dans des camps de fortune risquent de favoriser la propagation du virus

Si des mesures de protection sont attendues en faveur de certaines couches défavorisées face aux effets de la crise du coronavirus, notamment les travailleurs informels, des alertes ont été lancées pour prendre en compte une autre catégorie vulnérable. Un collectif d'associations vient d'interpeller le gouvernement sur la situation des immigrés, dont une grande partie ne dispose pas d'activités régulières.

«Les migrants et les réfugiés se trouvent dans un état de désarroi et de vulnérabilité face à la propagation du Covid-19 et à la période de confinement obligatoire», selon ce collectif. L'une des premières difficultés pointées: ils «n'ont pas accès à des informations complètes et précises. Ce qui engendre la panique et l'incompréhension au sein de ces communautés».

Le gouvernement est appelé à assurer une meilleure communication, notamment en procédant à la traduction, en anglais et en français, des différents communiqués officiels et des documents nécessaires en période de confinement, selon

ces ONG.

Dans certaines villes, des agents d'autorité ont fait preuve d'un comportement exemplaire, en optant pour un discours rassurant vis-à-vis des migrants. C'est le cas par exemple d'un caïd dont la vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux. Il a été applaudi par ces communautés suite à un discours émouvant, dans lequel il a appelé les migrants à «ne pas paniquer. Les autorités sont là pour vous servir», peut-on voir sur cette séquence. Par contre, dans certains quartiers, l'attitude de quelques «moqaddems» a été critiquée, notamment en refusant d'accorder à des migrants des autorisations de déplacement.

Ces associations ont également tiré la sonnette d'alarme concernant la situation d'une grande partie des migrants travaillant dans le secteur informel, «obligés d'arrêter leurs activités». Le gouvernement a été sollicité par ces ONG concernant «la nécessité d'inclure cette population dans les mesures qui seront prises pour aider les travailleurs informels». D'autres actions d'accompagnement sont aussi nécessaires en faveur des ménages des migrants, est-il indiqué.

«Nous prions le gouvernement de prévoir des aides alimentaires et des facilités ou report des paiements des charges mensuelles, notamment d'eau et d'électricité, pour cette population qui s'est retrouvée sans revenus», plaident ces associations.

Le besoin en assistance se fait également pressant en faveur

d'une partie de cette communauté, particulièrement ceux en situation irrégulière, «qui vivent dans des logements insalubres ou dans des campements de fortune. Ce qui peut favoriser la propagation du virus parmi des personnes déjà en mauvaise santé en raison de leurs conditions de vie».

Une situation compliquée par le fait que ces migrants ne peuvent plus accéder à l'accompagnement des associations locales, qui ont dû arrêter leurs activités. L'une des mesures urgentes, selon ces associations: ouvrir l'accès aux services de santé publique, aux possibilités de logement temporaire dans de meilleures conditions, «sans discrimination entre les personnes ayant des cartes de séjour ou pas».

Contrôle

Depuis le 18 mars, les ONG ont noté la suspension des services de contrôle des étrangers. Une situation qui pose, selon elles, un problème lié à la validité des cartes de séjour des migrants. Sur ce point, les associations appellent le gouvernement à annoncer la prolongation automatique des cartes de séjour jusqu'à la fin de la période du confinement.

Source

: <https://www.leconomiste.com/article/1059349-coronavirus-le-gouvernement-interpelle-sur-les-migrants>

Par Mohamed Ali Mrabi